

LA POLITIQUE DE N. MORENO A L'ÉPREUVE DES FAITS

« Unité d'action anti-impérialiste »
ou capitulation devant la dictature ?

AL'EPOQUE de l'impérialisme, époque des guerres et des révolutions — et il faut ajouter, des contre-révolutions —, ce sont précisément ces manifestations majeures de l'impasse historique du mode de production capitaliste que sont les guerres et les révolutions qui constituent un test décisif pour apprécier la véritable place de courants politiques et de dirigeants qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme. Et ce test s'applique avec la même rigueur aux organisations, aux courants, aux dirigeants qui affirment que leur action est fondée sur le programme de la IV^e Internationale.

Et, d'une manière certes limitée, le conflit des Malouines a constitué une vraie guerre, c'est-à-dire un affrontement armé entre deux Etats. Nullement, comme l'ont d'abord présenté certains commentateurs, une « guerre d'opérette ». Il suffit de rappeler que l'Angleterre reste la troisième puissance maritime du globe (après les USA et l'URSS), et qu'elle a mobilisé la majorité de ses unités navales en service pour l'opération de reconquête dont le « fer de lance » a été constitué par des troupes d'élite, formées en particulier par leur rôle contre-révolutionnaire en Irlande.

La déclaration
de « IV^e Internationale (CIR) »

Comme le déclarait le secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » : « La question des Malouines a cessé d'être une question apparemment insignifiante de négociations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, pour se transformer en un problème politique mondial et en une question centrale de politique intérieure pour la Grande-Bretagne et l'Argentine. »

Et « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » définissait sans ambiguïté sa position :

« Mais l'impérialisme anglais ne pouvait permettre la politique du fait accompli qui mette publiquement en évidence sa décadence et son rôle de deuxième rang dans le système impérialiste mondial. Admettre la récupération argentine des Malouines, et ce par une action militaire, signifiait créer un précédent que n'importe quelle colonie ou semi-colonie de l'impérialisme pouvait répéter. C'est pour cela que l'envoi de la flotte navale britannique dans l'Atlantique Sud a été soutenu par toutes les puissances impérialistes. En particulier, l'impérialisme US ne peut tolérer cette situation, et c'est la raison pour laquelle il a pris fait et cause pour l'impérialisme britannique. »

L'hypocrisie impérialiste sur les droits et la démocratie se mesure à l'oppression sauvage de l'Irlande et au traitement des prisonniers républicains. La « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se prononce clairement contre l'impérialisme ; sa position n'est pas neutre dans ce conflit qui oppose l'une des principales puissances impérialistes du monde à l'Argentine. Notre position est déterminée par la distinction rigoureuse qui existe entre l'impérialisme dominant et la majorité du globe soumise à sa rapine. Nous sommes du côté des pays

opprimés et contre l'impérialisme. Nous sommes pour le retrait sans conditions de la flotte navale britannique. »

Cette position de principe n'implique aucun soutien politique à la dictature de Galtieri dont l'anti-impérialisme se mesure à l'envoi de troupes au Salvador pour défendre la junte assassine contre le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale. »

En Angleterre et en Argentine

Naturellement, le fait que la question des Malouines soit devenue une question centrale de politique intérieure, tant pour la Grande-Bretagne que pour l'Argentine, donne une importance particulière aux positions qui ont été défendues dans ces deux pays.

En Angleterre, d'emblée, la section britannique de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » a adopté une claire position internationaliste, sur la ligne du défaitisme révolutionnaire — et à notre connaissance, elle est la seule organisation à l'avoir fait avec cette netteté en Angleterre (1).

En Argentine, les camarades exclus du PST argentin parce qu'ils se revendiquent de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » prenaient immédiatement position, eux aussi sans la moindre ambiguïté :

« Nous révolutionnaires socialistes argentins, nous sommes clairs face à cela : en cas d'affrontement armé entre un pays impérialiste (l'Angleterre) et une semi-colonie (l'Argentine), nous sommes contre l'Angleterre et pour l'Argentine. Indépendamment de ceux qui gouvernent dans chaque pays. Nous voulons que l'impérialisme anglais soit vaincu. »

Nous révolutionnaires socialistes, nous sommes prêts à lutter contre l'intervention anglaise. Mais, en même temps, nous appelons le peuple argentin à n'accorder aucune confiance à Galtieri. Ce n'est pas cette dictature qui va défendre la souveraineté nationale. Seule la lutte de tous les travailleurs et de tout le peuple peut la défendre...

Nous ne pouvons affronter l'impérialisme anglais les mains liées, tous nos droits étant réprimés. Le rétablissement immédiat des libertés démocratiques est nécessaire. Que les militaires s'en aillent ! Elections libres ! Pleine légalité pour tous les partis politiques ! »

Et l'appel de ces camarades reprenait la déclaration faite par le PST (A) dans les termes suivants : « Nous révolutionnaires socialistes, nous soutenons les positions du PST qui a été le seul parti politique national à s'être prononcé en toute clarté contre tout soutien à la dictature, et qui proclame : "Assez d'un gouvernement qui n'est élu par personne ! Que les militaires s'en aillent ! Elections immédiates sans interdictions ni conditions d'une Assemblée constituante qui réorganise le pays et prenne les mesures pour nous libérer définitivement de toute sujétion impérialiste !" »

La première position du PST

En effet, il existe en Argentine un parti qui n'est certes pas négligeable du point de vue de son enracinement dans la lutte des classes et du point de vue de

la IV^e Internationale : le Parti socialiste des travailleurs. Un parti avec une longue tradition de combat, qui a perdu plus de cent de ses militants sous les coups de la dictature, qui a eu des centaines d'emprisonnés. Un parti qui a été au centre du regroupement international, au sein du Secrétariat unifié, constitué sous le nom de « Fraction bolchevique » et qui a été partie prenante de la formation, en décembre 1980, de « IV^e Internationale (Comité international) ».

Comme on le sait, « IV^e Internationale (Comité international) » a été l'objet d'une offensive scissionniste et liquidatrice initiée par Nahuel Moreno, le principal dirigeant de l'ex-Fraction bolchevique. Refusant la discussion, il organisa une rupture à marche forcée, utilisant notamment l'arme de la calomnie contre la section française, accusée de capituler devant le gouvernement de front populaire et l'impérialisme (2).

Accessoirement, le PCI et les sections qui refusaient de suivre Moreno dans son opération scissionniste étaient également accusées de capituler devant la bourgeoisie nationale, parce qu'elles affirmaient la nécessité (réaffirmée d'ailleurs dans les Thèses programmatiques adoptées en commun) du combat pour le front unique anti-impérialiste dans les pays dominés par l'impérialisme.

Le conflit des Malouines a permis une clarification quant au contenu réel et aux objectifs de la scission perpétrée par N. Moreno.

Le PST a d'abord pris une position conforme à son passé de lutte intransigeante contre la dictature (c'est à cette position que se réfèrent les camarades argentins dont nous citons la déclaration).

Cette position du Parti socialiste des travailleurs d'Argentine, en date du 13 avril 1982, a été intégralement reproduite dans Tribune internationale-La Vérité n° 5 avec le commentaire suivant : « Le texte du PST répond correctement aux problèmes posés, préservant l'indépendance de classe du prolétariat dans la lutte pour le front unique anti-impérialiste contre l'agression de la Royal Navy. Elle coïncide ainsi avec les positions de notre revue et les déclarations du Secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». »

Sans parti-pris fractionnel, nous nous félicitons de la position prise par le PST (A), car nous considérons qu'une attitude correcte de sa part était positive, non seulement du point de vue des intérêts du prolétariat argentin, mais également du point de vue du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous constatons également que pour défendre une position correcte, le PST devait s'appuyer sur la perspective du front unique anti-impérialiste, telle qu'elle est dégagée dans les Thèses, perspective à laquelle Moreno s'était violemment opposé.

Rétrospectivement, on pouvait ainsi vérifier le caractère de prétextes qu'avaient les problèmes mis au premier plan par Moreno pour justifier la scission. Il est indispensable, pour que les choses soient claires, de reproduire ici

quelques points essentiels de cette déclaration du PST du 13 avril :

« Nous, socialistes, dès le premier instant, nous avons pris catégoriquement parti dans l'affrontement actuel : nous sommes avec l'Argentine et prêts à affronter l'impérialisme jusqu'aux ultimes conséquences. Cela ne signifie pas que nous soutenions le gouvernement : au contraire, nous avons été, nous sommes et nous restons ses ennemis irréconciliables. Mais nous défendons le pays contre l'agression impérialiste (...).

Nous, les socialistes, nous sommes clairs : il faut affronter de toute façon l'impérialisme anglais et si celui-ci place la lutte sur le terrain militaire, nous serons à la première ligne de feu. Mais cela ne suffit pas. Il faut frapper l'impérialisme avant qu'il n'attaque en frappant au centre vital de ses intérêts.

C'est pourquoi, pour battre l'impérialisme britannique et son soutien yankee, il n'y a qu'une voie : la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière, du peuple et de tous ceux qui se réclament de la démocratie et de l'anti-impérialisme.

Il faut poursuivre dans la voie engagée le 30 mars sur la place de Mai ! La CGT et la CNT ont dit que la défense de la souveraineté ne doit pas faire oublier les revendications sociales ; la CGT a y compris affirmé qu'elle n'agit pas au nom ou en soutien politique au gouvernement. C'est positif, mais c'est insuffisant parce que dans les faits, elles sont en train de remettre au lendemain toutes les revendications sociales tant que dure la crise des Malouines.

Il en va à peu près de même avec la majeure partie de la « multipartidaire » qui a annulé les réunions programmées, et qui n'a pas une position conséquente de remise en cause du gouvernement ni de rejet du rôle cynique de l'impérialisme yankee (...).

Nous, socialistes, appelons à lutter pour :

- Battre l'agression impérialiste ! Les Malouines sont argentines !
- Dehors Haig et la médiation yankee ! Non à la diplomatie secrète !
- Pas un sou aux banquiers anglais ! Nationalisation de toutes les entreprises britanniques sous le contrôle des travailleurs !
- Pleine démocratie politique et syndicale ! Restitution de la CGT et des syndicats et pleine légalité pour tous les partis !
- A bas le gouvernement militaire ! Assemblée constituante libre et souveraine !
- Vive la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme ! Thatcher et Reagan hors des îles Malouines et de toute l'Argentine ! »

Et Broquen, représentant légal du PST, expliquait que « le rejet de l'impérialisme agresseur » n'entraverait pas la poursuite du combat pour l'apparition en vie des disparus, la libération de tous les prisonniers politiques et sociaux... la fin immédiate du gouvernement militaire et la convocation d'élections pour élire des députés à une Assemblée constituante ».

Volte-face :
la nouvelle position du PST
imposée par Moreno

Mais, pour le 1^{er} mai, le PST (A) diffusait une nouvelle déclaration qui se situait sur une ligne radicalement contradictoire à celle de la précédente. Il ne s'agissait plus — comme le réclamait le peuple de Buenos Aires massé pour conspuer Haig, mais aussi Galtieri — que la dictature s'en aille. Non, il faut une « autre politique ».

En d'autres termes, c'est à la dictature militaire que la direction du PST s'adresse pour qu'elle adopte un autre cours, pour qu'elle s'engage dans la voie de la rupture avec l'impérialisme. C'est ainsi que la déclaration du 1^{er} mai énumère toute une série de mesures (non-reconnaissance de la dette externe à l'égard des USA et de l'Angleterre, réquisition de la propriété impérialiste), sans dire qui peut accomplir ces mesures.

Le caractère de cette déclaration est en particulier révélé dans sa dernière partie, celle qui porte sur les moyens politiques de l'orientation mise en avant :

« Il est nécessaire d'arracher les trompeuses bannières démocratiques des mains des impérialistes ! Pour cela, il est nécessaire d'implanter de nouveau la démocratie que le peuple réclame. Ainsi, nous pourrions conquérir la solidarité des peuples du monde entier et gagner la guerre !

Les socialistes sont convaincus que des mesures immédiates dans ce sens sont nécessaires : pleine légalité sans restriction pour tous les partis politiques, fin de l'intervention de l'Etat dans les syndicats, que soient rendus à la CGT ses droits juridiques et son siège, amnistie large pour les prisonniers politiques.

Nous sommes également de fervents partisans de ce que le peuple intervienne et décide politiquement sur la guerre. Pour cela, il est nécessaire que soit convoquée immédiatement une grande assemblée dans tout le pays, une Assemblée nationale ou Chambre nationale, la représentation de la volonté populaire. Elle sera la meilleure base pour continuer la guerre jusqu'au triomphe ou pour, éventuellement, engager les négociations de paix devant le peuple (...).

« Pour battre les impérialistes,
frapper unis »

« Nous, socialistes, à aucun moment nous n'avons caché et ne cacherons notre opposition irréductible envers le régime militaire et patronal, mais nous sommes de fervents partisans du fait que tous les secteurs participent à cette mobilisation nationale anti-impérialiste, tous les secteurs, avec ou sans uniforme, ouvriers ou patrons, à la seule condition qu'ils veuillent battre l'agression et mobiliser le peuple pour cela.

Parti socialiste des travailleurs,
1^{er} mai 1982. »

Quelques commentaires s'imposent. Tout d'abord, en ce qui concerne les « libertés démocratiques », la déclaration du 1^{er} mai est d'une étrange discrétion.

(suite page 11)

(suite de la page 1)

tion. Toute référence aux disparus a été éliminée alors que précisément le mot d'ordre de « réapparition en vie des disparus » concentrait la lutte contre la dictature, le refus de lui laisser la possibilité d'arborer un maquillage « pseudo-démocratique ». Mais même le mot d'ordre de « libération de tous les prisonniers » est remplacé par celui de « large amnistie » ; c'est-à-dire que l'appréciation de cette largesse est laissée à la discrétion de la dictature militaire.

Le mot d'ordre de « Constituante » est lui aussi abandonné. On lui substitue celui d'une « Assemblée ou Chambre nationale » dont les pouvoirs ne sont pas définis et qui n'est donc pas incompatible avec le maintien de la dictature militaire.

Enfin, la déclaration oppose à la ligne du front unique anti-impérialiste — attaquée comme « révisionniste » et « opportuniste » par Moreno — celle — sans doute plus « révolutionnaire » ? d'un bloc de tous les secteurs, « ouvriers et patrons, avec ou sans uniforme ».

En clair, ce que cette déclaration propose, c'est la subordination politique à la dictature et, pour le justifier, le gouvernement Galtieri est en fait traité comme un gouvernement « nationaliste bourgeois » hésitant et inconséquent.

C'est tourner le dos aux définitions que le PST (A) a toujours données de la dictature instaurée en 1976, dictature qui, comme le soulignait la déclaration de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », « est la plus authentique représentant du caractère anti-national et pro-impérialiste de la bourgeoisie argentine ».

Dans ce cadre, bien évidemment, il n'est pas question de parler des « disparités », ce serait contraire à l'unité anti-impérialiste telle que la conçoit Moreno ! Et les milliers de travailleuses et de travailleurs qui reprenaient le mot d'ordre : « Les Malouines sont argentines, les disparus-détenus aussi ! » avaient tort.

... et les injonctions de Moreno

Analysant cette volte-face dans le précédent numéro de *Tribune internationale-La Vérité*, nous écrivions que c'était certainement d'une intervention de Nahuel Moreno et de la « direction extérieure » du PST que procédait ce tournant.

Une preuve en était l'attitude adoptée par *Convergence socialiste*, l'organisation liée à Moreno au Brésil, dont l'un des principaux dirigeants avait affirmé que « critiquer aujourd'hui Galtieri, c'est empêcher un large front anti-impérialiste pour combattre l'ennemi principal ». Même la « critique » était bannie : le contenu de l'alliance avec la dictature, c'est nécessairement la soumission à la dictature.

De nouveaux éléments sont venus confirmer cette analyse et plus encore souligner le profond degré de corruption politique atteint par N. Moreno. Il s'agit d'un article de bulletin intérieur critiquant la politique passée du PST et définissant une prétendue « stratégie de réarmement du parti ». Tout d'abord, cet article dresse un bilan « globalement positif » de l'activité gouvernementale.

Nous citons longuement : « Le gouvernement militaire résiste à l'agression - La quantité de critiques qu'on pourrait faire à tous les aspects du déroulement du conflit ne peut pas cacher un fait d'importance décisive : jusqu'à aujourd'hui, la politique et l'action développées par le gouvernement et les forces armées sont objectivement des confrontations avec l'impérialisme anglais, européen et nord-américain.

Cette confrontation s'est aggravée de jour en jour, indépendamment des prévisions plus ou moins générales d'un arrangement rapide vers une totale capitulation. Ainsi, nous voyons que, encadré dans de permanentes hésitations, contradictions, et la tendance à la capitulation, ce qui s'est maintenu et affirmé, c'est la tendance opposée : on réaffirme la souveraineté, on résiste militairement, et même sur le terrain diplomatique, les positions se radicalisent au point que l'OEA prend position dans un discours au ton clairement anti-

impérialiste, et on rompt politiquement avec les yankees en dénonçant enfin sa partialité.

S'intégrant à cette attitude du gouvernement, se trouve le fait qu'au niveau interne, il a continué à mobiliser contre l'agression anglaise, évidemment avec ses méthodes et sa politique, qui ne sont pas les nôtres ni celles de la classe ouvrière. Nous insistons : il ne s'agit pas seulement de la continuelle agitation par tous les moyens d'informations, mais du fait qu'il a impulsé concrètement de nombreuses prises de position, de meetings et de manifestations dans tout le pays, particulièrement dans les capitales de province.

Internationalement, l'action du gouvernement a déjà obtenu quelques succès politiques et diplomatiques assez significatifs. En constituant un fort courant de soutien qui s'exprime dans les résolutions des non-alignés, et surtout en Amérique latine. L'expression la plus élevée de cela est la victoire politique qui a été signifiée par la prise de position de l'OEA, malgré les fortes pressions yankees.

Les choses sont claires. Il ne s'agit même plus d'un gouvernement sur lequel il faut exercer des pressions. Il s'agit d'un gouvernement qui s'est engagé de lui-même, naturellement, dans la bonne voie. Quel bon gouvernement que celui de Galtieri !

Des questions qui étaient encore considérées comme essentielles dans la déclaration du 1^{er} mai (le fait que le gouvernement reconnaissait la dette externe, laissait intacte la propriété impérialiste) deviennent une vague « quantité de critiques », qui s'effacent devant un « fait d'importance décisive » : le gouvernement mobilise contre l'impérialisme.

L'abaissement devant la dictature est total ! Depuis, les faits ont démontré à quel point ces propos étaient criminels. C'est devant le peuple travailleur d'Argentine que leurs auteurs auront des comptes à rendre. L'abandon de la garnison des Malouines commandée par d'incompétents tortionnaires qui ont droit aux honneurs de la guerre, tandis que le froid et la faim étaient le lot des soldats, la honteuse capitulation ont montré de quoi était faite la « mobilisation anti-impérialiste » de la dictature. Et le peuple argentin, lui, ne s'y est pas trompé.

Quant aux « succès » sur la scène internationale, l'article met au premier plan la motion votée par l'Organisation des Etats américains (OEA).

Rappelons simplement que l'OEA (qui comprend entre autres des gouvernements comme ceux du Guatemala, de Bolivie et d'Uruguay) ne s'est pas opposée à la résolution 502 des Nations unies qui définit l'Argentine comme agresseur. Belle unité latino-américaine en vérité ! Par avance, la déclaration du 13 avril du PST répondait à la position de Moreno. « Aucune confiance envers ce ministère des Colonies qu'est l'OEA ! »

Mais pour Moreno, une preuve supplémentaire de l'anti-impérialisme de Galtieri, c'est la recherche d'accords avec la bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin. « Une réorientation est en train de s'opérer, à chaque moment plus évidente, vers la collaboration à caractère nationaliste, avec l'URSS et la Chine. »

Les masses argentines et le PST dénoncés pour leur sectarisme

Mais où l'article devient encore plus extraordinaire, c'est quand il aborde la « situation du mouvement des masses et la classe ».

On y apprend d'abord que « la participation active des masses continue à être limitée et plus ou moins sporadique, sans déborder dans l'ensemble la direction donnée par le gouvernement ». Avec cynisme, on attribue ainsi « aux masses » la position de Moreno, se mettre à la remorque de la dictature militaire.

Mais la contre-vérité est tellement flagrante que, dès le paragraphe suivant, la contradiction éclate. Il est reproché aux masses d'être sectaires ! C'est-à-dire de refuser de se placer sous la direction politique de la dictature :

« ... A cette relative passivité généralisée de la classe s'ajoutent deux facteurs apparemment contradictoires, mais qui peuvent, paradoxalement, la renforcer. Une haine et une méfiance totales à l'égard de la dictature, au point de rendre aveugle et de perdre de vue l'ennemi impérialiste. Confusion que l'on peut constater parmi des secteurs et des militants d'avant-garde, ainsi qu'un sentiment de peur généralisée qui arrive à déboucher, dans des secteurs plus ou moins larges, à une position de paix à tout prix, qui est objectivement pro-impérialiste. »

Ce n'est pas seulement le mépris des masses, propre aux bureaucrates qui injurient les travailleurs, capables seulement « d'actions limitées » et poussées « par la peur », c'est la haine des masses « aveugles » parce qu'elle refusent les directives de soumission à la dictature.

On comprend qu'un tel tournant ait provoqué une résistance à tous les niveaux du PST, résistance que l'article de réarmement est amené à reconnaître : « Il faut corriger les nuances sectaires de notre agitation centrale (à la direction, donc), sectarisme qui s'étend et se multiplie dans l'ensemble de l'organisation (parmi les militants, par conséquent). »

Et encore : « Dans la manifestation de lundi, beaucoup de camarades se sont trouvés face à une contradiction. On a tiré 35 000 tracts contre l'impérialisme où nous ne mentionnions pas le gouvernement, mais nous avons formé un cortège anti-dictatorial. Ce fut une grande contradiction résultant du fait que nous n'avons pas exprimé par une agitation orale le changement politique du parti affirmé dans le tract. »

En clair, malgré les injonctions de Moreno, les militants du PST ont refusé de se subordonner à la dictature !

De curieux ambassadeurs...

La même politique honteuse s'est manifestée par l'envoi, au nom du « centre international » de Moreno, d'une curieuse « mission diplomatique » en Argentine. Le sénateur Ricardo Napuri, transfuge du POMR, flanqué du demi-parlementaire vénézuélien Alberto Francheschi (ce dernier personnage est député suppléant au Parlement vénézuélien), ont accepté de se rendre en Argentine pour se rendre à « la Maison Rose (siège du gouvernement argentin), pour dire au gouvernement militaire que, malgré les profondes divergences qui nous séparent de lui (sic), nous n'avons pas hésité un instant à nous mettre du côté de la République argentine ».

Le dégoût est le seul sentiment que ces lignes peuvent inspirer. Que des individus qui osent se réclamer du trotskysme assurent que ce qui les sépare de la sanglante dictature anti-ouvrière, ce sont des « divergences », voilà qui se passe de commentaires. A son retour de « mission », Ricardo Napuri s'est, lui, livré à de longs commentaires. Le temps ayant passé, l'imminence de la capitulation de la dictature s'annonçant, Napuri doit donner le change. Dans l'organe du PST péruvien, il tente de s'expliquer.

Son compte rendu est truffé de dénégations de la dictature, mais lui lui arrive de montrer le bout de l'oreille, comme par exemple lorsqu'il explique que « la bourgeoisie est très anxieuse, mais elle n'a pas eu le courage de s'opposer au gouvernement parce qu'elle n'avait pas d'alternative et du fait de la pression patriotique exercée par le peuple argentin ».

La position de Trotsky

Nous avons ici la clé du sophisme par lequel Moreno-Napuri-Francheschi veulent justifier l'injustifiable. Trotsky a toujours clairement expliqué que dans tout conflit armé entre une puissance impérialiste et un pays opprimé, les révolutionnaires se plaçaient inconditionnellement du côté du pays opprimé, indépendamment du régime et du gouvernement de ce pays opprimé. Il est revenu sur ce point, notamment en prenant l'exemple d'une guerre éventuelle entre le Brésil de Vargas et l'Angleterre « démocratique ».

Mais, jamais, à aucun moment, il n'a recommandé (ou même semblé croire que la question pouvait se poser pour des révolutionnaires) la recherche d'une « alliance » avec un gouvernement dictatorial réactionnaire et anti-ouvrier, et il posait la question de la lutte contre la dictature vers son renversement dans le cours et comme conséquence de la mobilisation anti-impérialiste des masses.

Les positions de Trotsky, dans chaque cas concret, procédaient d'une

compréhension de la dynamique d'ensemble de la lutte des classes internationales à l'ère impérialiste (révolution permanente) et donc de son expression dans le cadre national. Comme il l'expliquait dans *La Révolution chinoise* et les thèses de Staline :

« Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive serait une politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les classes... »

C'est une grossière erreur de penser que l'impérialisme crée mécaniquement de l'extérieur une cohésion entre toutes les classes de la Chine. La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, loin d'affaiblir la différenciation des classes, la renforce. »

Pour Moreno et Napuri, au contraire, le conflit avec l'impérialisme britannique rapproche toutes les classes sous la houlette de la dictature (et pour faire marxiste, on ajoute que dans le cas de la bourgeoisie, c'est malgré elle).

Il est vrai que la bourgeoisie est effrayée par le développement d'une situation dont le contrôle lui échappe, il est vrai que la dictature militaire et la bourgeoisie ne sont pas identifiables. Mais ce qu'explique Napuri, ce n'est pas que la dictature militaire est précisément l'expression concentrée du caractère antinational de la bourgeoisie argentine, c'est au contraire que la dictature est « à gauche » de la bourgeoisie (qu'elle est un gouvernement qui tend à exprimer les aspirations nationales) et que c'est la « pression patriotique, du peuple » (c'est-à-dire la mobilisation des masses) qui contraindrait la bourgeoisie à se rapprocher de la dictature, mobilisation dont, par ailleurs, Moreno conteste l'ampleur. Comprenez qui pourra !

Fallacieuse fabrication idéologique qui n'a d'autre but que de justifier une politique de capitulation devant la dictature et donc d'abandon de la « lutte révolutionnaire contre l'impérialisme ». Fabrication que le simple rappel des faits démonte. Ce n'est pas la mobilisation des masses qui a contraint la bourgeoisie à ne pas se différencier de la dictature. Le mouvement des masses, d'emblée, se dirigeait contre la dictature, précisément parce qu'il se dressait contre l'impérialisme. C'est la représentation politique de la bourgeoisie dans son ensemble, des vieux partis parlementaires aux péronistes qui, au travers de la Multipartidaire, a appelé à la « trêve », à une « parenthèse patriotique » comme l'expliquait un dirigeant péroniste.

La soumission à la dictature — véritable trahison des principes de la IV^e Internationale et de l'indépendance de classe du prolétariat — frauduleusement présentée comme la réalisation de « l'unité d'action anti-impérialiste », amène Moreno à se dresser contre le mouvement effectif des masses se mobilisant face à l'agression impérialiste. Répétons encore que le même Moreno dénonçait la tactique du front unique anti-impérialiste (qui implique l'affirmation de l'indépendance de classe du prolétariat) comme une trahison !

Nous le savons, le nationalisme d'un pays opprimé a un contenu progressif, démocratique. Sinon, il faudrait mettre sur le même plan les « émotions patriotiques » soulevées en Angleterre et en Argentine. Or, en Angleterre, toute expression de « nationalisme » conduisait inéluctablement à l'appui de Thatcher. Au contraire, le « nationalisme » des masses argentines les dressait contre la dictature comme l'exprimait la formule spontanément jaillie : « Les Malouines sont argentines, les détenus-disparus aussi ! »

Il n'y a pas de contradiction entre les manifestations du début du conflit et le déchaînement de la colère des masses après l'occupation des Malouines par les forces de l'impérialisme britannique. C'est du même mouvement qu'il s'agit : celui de la lutte contre l'impérialisme et donc contre ses agents. C'est ce mouvement que Moreno et ses partisans dénoncent quand, se plaçant aux côtés de la dictature, ils accusent la classe ouvrière de sectarisme.

La déclaration du PST du 13 avril définissait une politique correcte. L'avenir du PST comme organisation trotskyste dépend de sa capacité à rompre avec les liquidateurs qui se sont politiquement alignés sur la dictature.

Faire un bilan ou brouiller les pistes ?

Le développement réel de la lutte des classes, l'irruption des masses voulant

en finir avec la dictature soumise à l'impérialisme ne laisse pas pierre sur pierre des mensonges avec lesquels on a cherché à justifier une politique honteuse.

Moreno le sait, et dans le n° 6 de son journal international *Correo Internacional*, il cherche à brouiller les pistes. C'est le but d'un article intitulé : « Le PST et les paradoxes de la guerre ».

Cet article se conclut en expliquant que E. Broquen, avocat et représentant légal du PST, ayant été reçu en audience par des représentants du gouvernement (à leur demande), ce qui est différent du tandem Napuri-Francheschi qui, eux, avaient sollicité une audience, a réaffirmé dans les termes suivants la politique du PST : « Nous n'avons pas abandonné une seule minute notre lutte contre le gouvernement assassin et qui réprime, et nous la poursuivrons jusqu'à le renverser et faire que la classe le juge. Il ne faut pas confondre : nous sommes en guerre contre la Grande-Bretagne, mais nous poursuivons notre lutte intransigeante contre vous, les assassins de Ana Martinez. »

Si les faits sont exacts, l'attitude de Broquen équivaut à une condamnation sans équivoque du cours imposé au PST à partir du 1^{er} mai. Les textes sont là : la déclaration du 1^{er} mai, l'article sur le « réarmement du parti » démontrent que ce qui était exigé du PST était au contraire qu'il renonce « à la lutte contre le gouvernement assassin et qui réprime ».

Le même article se félicite du fait que le « gouvernement militaire ait reçu, avec tous les honneurs, la solidarité apportée par Napuri », c'est-à-dire maintien et justifie rétrospectivement la ligne de soutien politique au gouvernement Galtieri.

Napuri a d'ailleurs confirmé cette « réception honorable » dans des termes plus modestes, il est vrai. Au congrès de l'organisation moreniste péruvienne, il a déclaré que « sans sectarisme », Francheschi et lui « s'étaient entretenus avec des fonctionnaires du gouvernement ». S'agissait-il d'un général ou simplement d'un adjudant qui a rendu les honneurs à Napuri et Francheschi ? Question politiquement secondaire mais sans doute importante pour le sénateur Napuri et le « suppléant » Francheschi, plénipotentiaires investis par Moreno...

Cela au nom des « paradoxes de la guerre ». « Paradoxes » qui se manifesteraient dans le fait que le gouvernement militaire ait retiré ses mercenaires du Salvador, qu'il ait dû accepter une activité publique du PST, etc.

Il est clair que le mot « paradoxe » n'est ici employé que comme rideau de fumée. En fait, il s'agit de prétendre que la dictature de Galtieri avait acquis, du fait de l'agression de l'impérialisme britannique, une « double nature » politique : réactionnaire d'un côté, progressiste de l'autre, par certaines de ses initiatives.

Non, il n'y a pas eu de « paradoxes » de la guerre. Il y a eu l'agression impérialiste. Il y a eu contre elle la mobilisation des masses déjà entamée contre la dictature. Il y a eu, malgré le caractère réactionnaire et pro-impérialiste du gouvernement Galtieri, l'ample et profonde résistance, légitime et progressiste, du peuple argentin.

Et, dans le cours de cette mobilisation, organiquement liée à son contenu anti-impérialiste, l'affirmation de la nécessité du combat contre la dictature pour faire échec à l'agression impérialiste.

Il n'y a pas non plus eu de « paradoxes » dans la politique du PST. Il y a eu d'abord la définition d'une politique révolutionnaire de combat contre l'impérialisme et donc contre la dictature. Puis il y a eu un nouveau cours imposé par Moreno, radicalement contradictoire avec la première orientation, un cours de capitulation ouverte devant la dictature, d'abandon de fait de la lutte pour l'émancipation nationale et la révolution prolétarienne.

Alors qu'une crise d'une extrême intensité déchire l'Argentine, divise la junte, alors que se préparent des événements décisifs pour la classe ouvrière d'Argentine, il ne faut pas permettre aux liquidateurs de brouiller les pistes. Il faut un véritable bilan. C'est le sort du PST qui est en jeu.

Et l'on voit ce qui se masquait derrière les discussions sur le front populaire et le front unique anti-impérialiste, discussions que précisément Moreno n'a pas voulu mener.

François Forgeux

ANDRES NIN (1892-1937)

Assassiné par les contre-révolutionnaires staliniens

Le 16 juin 1937, Andres Nin, dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) était arrêté. Transféré d'une prison officielle à une prison « secrète » du GPU, il était torturé et assassiné.

A l'occasion du 45^e anniversaire de sa mort, nous publions un article du camarade Sebastian Garcia. Sebastian Garcia, combattant des premières heures de la révolution espagnole, militait dès avant la guerre civile dans les Jeunesses communistes ibériques (l'organisation de jeunesse du POUM). Il fut emprisonné dans les geôles staliniennes à Barcelone en 1937. En 1939, il rejoignait les rangs de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui, Sebastian Garcia est membre du Comité exécutif du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

On sait les profondes divergences qui opposèrent Trotsky à Nin et aux dirigeants du POUM, et qui se concentrèrent sur la question du Front populaire. Dans *Leçon d'Espagne, dernier avertissement*, Trotsky les résumait ainsi : « Politiquement, le POUM est resté incomparablement plus près du Front populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchevisme. » Et Trotsky ajoutait : « Si le POUM est tombé victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche. »

Après l'assassinat de Nin, Trotsky déclarait : « Nous avons ouvertement critiqué Nin de son vivant. Nous ne changerons pas notre appréciation sur lui après sa mort. Mais, comme nous n'avons pas douté une minute de l'incorruptibilité de ce militant prolétarien, nous sommes prêts à tout faire pour réhabiliter son nom et pour stigmatiser implacablement ses bourreaux. » C'est parce que Nin était un incorruptible militant prolétarien que le stalinisme contre-révolutionnaire a organisé son assassinat.

En rendant hommage à la mémoire d'Andres Nin, n'oublions pas un instant ce que Trotsky expliquait alors que la terreur stalinienne, au service de la contre-révolution, frappait militants trotskystes, poumistes, anarchistes, socialistes de gauche : « Jamais encore le mouvement ouvrier n'a connu dans ses propres rangs un ennemi aussi vil, aussi dangereux, aussi puissant et aussi perfide que la clique stalinienne et son agence internationale. La négligence dans la lutte contre cet ennemi équivaldrait à la trahison. »

... Il faut combiner les efforts de tous les révolutionnaires, de tous les ouvriers sincères, de tous les véritables amis du prolétariat pour faire disparaître des rangs du mouvement d'émancipation l'effroyable gangrène du stalinisme. »

ANDRES NIN a été arrêté le 16 juin 1937, à 11 heures du matin, alors qu'il se trouvait dans son cabinet de travail, en tant que secrétaire politique du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Dans la même nuit, on arrêtait tous les membres du Comité exécutif, ainsi que de nombreux militants du POUM et des Jeunesses communistes ibériques (JCI).

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international, un tel forfait était com-

mis. A un moment important de la lutte des classes en Espagne, où l'on vivait en lutte intense contre toutes les forces de la réaction en Espagne de la part de la classe ouvrière et de l'ensemble de tous les peuples d'Espagne.

La révolution ouvrière en Espagne avait commencé le 19 juillet 1936 face au soulèvement militarofasciste, et neuf mois plus tard le stalinisme organisait une provocation, le 3 mai 1937, contre les organisations ouvrières qui avaient com-

mencé à instaurer un principe de « dualité de pouvoir » avec les comités de gestion des organisations syndicales CNT et UGT. Il s'agissait d'écraser l'avant-garde et, par là même, d'ouvrir la voie à la victoire de Franco.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que Staline ne voulait pas aider la révolution espagnole et que de plus, il voulait gagner du temps pour pactiser avec Hitler. Le bras exécuteur de Staline, le GPU, commettait son premier crime hors de l'Union soviétique. En assassinant le militant communiste Andres Nin, il assassinait aussi un militant de l'Opposition de gauche animée par Trotsky.

Andrés Nin avait été député du soviet suprême de Moscou, délégué de l'Internationale communiste, de l'Internationale syndicale rouge, à la fois des pays de l'Est, de l'Europe et de l'Amérique latine. Expulsé de nombreuses fois d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre et de France, organisateur de la première Conférence pan-américaine et de l'ensemble du mouvement syndical révolutionnaire dans toute l'Amérique latine, il avait collaboré à toutes les publications de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge.

Quand surgissent au sein du Parti communiste soviétique les luttes de tendances, Andrés Nin, sans aucune hésitation, se met résolument du côté de l'Opposition de gauche, du côté de la figure la plus prestigieuse de la révolution russe de 1917 après Lénine : Léon Trotsky.

Andrés Nin réclamait aussi dans le parti de Lénine le droit de penser, de s'exprimer et de pouvoir se prononcer en toute liberté parce que c'était aussi son parti.

Expulsé de Russie en 1930

Andrés Nin, expulsé de Russie en 1930, retourna en Espagne. Rappelons que trois ans après son assassi-

nat, le bras exécuteur de Staline, le GPU, assassinait Léon Trotsky, qui se trouvait précisément comme Andrés Nin en train de travailler dans son cabinet, au Mexique en août 1940, en plein essor de la deuxième guerre impérialiste mondiale.

Le meurtre d'Andrés Nin en 1937 à Barcelone et l'assassinat de Léon Trotsky en 1940 au Mexique sont marqués du même sceau du GPU, comme furent marqués les assassinats de tous les militants révolutionnaires de l'opposition communiste de gauche qui furent éliminés en 1936, ou les militants communistes qui n'appartenaient pas à l'opposition communiste de gauche et qui croyaient en la politique de Staline et qui connurent plus tard le même sort.

En Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, etc., tous ces militants révolutionnaires, qu'ils aient été anarchistes, socialistes, syndicalistes, trotskystes, ont été éliminés par les hommes du GPU, par les gangsters du stalinisme.

Si le mois de juin 1982 est le 45^e anniversaire de l'assassinat d'Andrés Nin, le mois d'août de la même année sera le 42^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Nous, militants révolutionnaires, ne devons pas oublier qu'Andrés Nin et Léon Trotsky symbolisent une même constante, qu'ils n'ont jamais renoncé à défendre les libertés de la classe ouvrière et qu'ils ont toujours été fidèles à l'internationalisme prolétarien.

Nous savons tous que l'assassinat de notre camarade Léon Trotsky a été perpétré par le militant stalinien du PSUC de Catalogne Ramon Mercader.

Par contre, nous ne savons pas exactement comment a eu lieu l'assassinat de notre camarade Andrés Nin, ni où se trouve son cadavre. Andrés Nin, le lendemain du 16 juin 1937, après quatre heures

de détention, fut transporté à Valence. Un jour plus tard, il fut conduit à Madrid à la « Tcheka » du Paseo de la Castellana. Deux jours après, il fut amené à la « Tcheka » de Alcalá de Henares, et trois jours plus tard, on faisait connaître sa destination dans un communiqué dont l'infamie est de même nature que les calomnies lancées contre les opposants en URSS : « Un groupe de fascistes a traversé le front, a libéré Nin, et tous ensemble ils ont regagné les positions fascistes. Andrés Nin se trouve à Burgos au service du gouvernement. »

Qui était Andrés Nin ?

Andrés Nin est né à Vendrell (province de Barcelone) en 1892. Fils d'un cordonnier, il fit ses études au collège de la même ville. A 18 ans, il vint à Barcelone pour être instituteur. Il adhère à l'Union fédérale républicaine de Catalogne, où il fait ses premiers pas politiques en qualité de militant de ce parti. Il devient rédacteur du *Poble Català*. Il entre ensuite au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Il est nommé plus tard délégué de la Conférence nationale du travail (CNT), tenue à Madrid au Théâtre de la Comédie en 1919. En 1920, au moment de la répression déchaînée par la dictature militaire de Primo Rivera, Martinez Anido est nommé secrétaire général de la Confédération nationale du travail (CNT).

Andrés Nin fera partie de la délégation de la CNT qui, en mars 1921, recevra l'invitation officielle à assister au III^e Congrès de l'Internationale communiste et au I^{er} Congrès de l'Internationale syndicale rouge. Le 28 avril 1921, se réunit un plenum national de la CNT, en pleine clandestinité, auquel assistent Andrés Nin pour le Comité national, Joaquín Maurín pour la Catalogne, Hilario Arlandis pour Valence, Arturo Parera pour l'Aragon, Jesus Ibanez pour les Asturies, Jesus Arenas pour la Galice. Les instances régionales du nord, du centre et de l'Andalousie ne purent, pour diverses raisons, envoyer de représentants.

Le plenum national, en accord avec les décisions du II^e Congrès de la CNT qui s'était tenu en décembre 1919 et pendant lequel il avait été décidé de participer au III^e Congrès de l'Internationale et au I^{er} Congrès de l'Internationale syndicale rouge, nomma une délégation avec pour critère le fait que la délégation, en plus de l'espagnol, connaisse une autre langue.

La délégation élue était la suivante : Hilario Arlandis, Jesus Ibanez, Joaquín Maurín et Andrés Nin. Quelques jours plus tard, les groupes anarchistes nommèrent Gaston Leval pour qu'il fasse partie de la délégation, ce qui fut accepté.

Dans l'Opposition de gauche

Andrés Nin se convertit en un des défenseurs les plus enthousiastes de la révolution russe, et à partir de ce moment, il milite pleinement dans le mouvement communiste international. Nommé avec Losovsky secrétaire adjoint de l'Internationale syndicale rouge, il occupera pendant huit ans cette responsabilité internationale jusqu'au moment où il sera expulsé d'Union soviétique.

Andrés Nin, en Espagne, fera partie de l'Opposition communiste (suite page IV)



Le 1^{er} mai 1937 à Barcelone.

(suite de la page III)

de gauche qui, plus tard, sera la Gauche communiste, et en même temps, il en sera le secrétaire général.

Andrés Nin en 1935 avec la Gauche communiste, et Joaquín Maurín avec le Bloc ouvrier et paysan, constituent le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Andrés Nin pour la Gauche communiste et Joaquín Maurín pour le Bloc ouvrier et paysan font partie de sa constitution du Comité de l'alliance ouvrière de Catalogne, dans lequel ils joueront un rôle très important dans le développement de la révolution avant, pendant et après octobre 1934.

Contrairement au rôle très important joué aux Asturies par la CNT, en Catalogne la CNT se refuse à participer au mouvement insurrectionnel et a été une des causes de sa défaite. Mais la classe ouvrière des Asturies est sur la brèche du combat. Le front unique est un fait réel. L'unité totale de ses organisations ouvrières et de ses militants prouve sa maturité politique.

Manuel Grossi-Mier, militant du Bloc ouvrier et paysan et ensuite du POUM, joue un rôle très important dans la révolution des Asturies, en faisant partie du Comité de guerre du front sud des Asturies. Il sera arrêté et condamné à trente ans de

prison. Il est l'auteur d'un livre : *L'Insurrection d'Octobre*. L'Alliance ouvrière a pu organiser une grève générale à Barcelone. L'octobre rouge des Asturies en 1934 écrit une des pages les plus glorieuses de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la II^e République.

Secrétaire politique du POUM

Andrés Nin est secrétaire général de la Fédération ouvrière d'unité syndicale (FOUS) et responsable de la revue théorique du POUM *Ere nouvelle*. Le 19 juillet 1936, et comme conséquence de l'absence de Joaquín Maurín qui était enfermé dans les prisons franquistes, Andrés Nin fut désigné secrétaire politique du POUM. Joaquín Maurín était comme Andrés Nin un pionnier communiste qui propageait et diffusait les idéaux communistes, mais pas de ce communisme qui n'a rien à voir avec ce qu'était et fut la grande révolution des ouvriers et paysans de Russie en 1917.

Andrés Nin a été assassiné à 45 ans. Nous devons dire que cela a été une perte terrible pour la classe ouvrière d'Espagne comme pour le mouvement ouvrier international, car c'était un militant doté d'une morale révolutionnaire, avec de véritables valeurs humaines et un désintéressement au service de l'émancipation des travailleurs.

Le stalinisme s'est traduit pour le mouvement ouvrier en Espagne à travers sa première application à assassiner et à détruire des hommes et des organisations qui avaient avec fougue défendu la révolution espagnole de 1936-1939, comme les ouvriers et les paysans sous la direction de Lénine et de Trotsky avaient défendu la révolution de 1917.

« Un vieil et incorruptible révolutionnaire »

Quand les ministres du Parti communiste d'Espagne exigèrent de Francisco Largo Caballero, alors chef du gouvernement de la République en 1937, la dissolution de la CNT et du POUM, il eut le courage et l'honnêteté de leur répondre :

« Tant que je serai président du gouvernement, cela n'aura pas lieu car je n'ai pas lutté pendant un demi-siècle pour les libertés politiques et syndicales pour tacher aujourd'hui mon histoire en dissolvant au gouvernement une quelconque organisation, qu'elle soit anarchiste, communiste, socialiste, républicaine ou d'une autre tendance ; que si les tribunaux prouvaient qu'un délit avait été commis, méritant la suspension, ils la prononceraient, mais pas le gouvernement. »

Tous les autres ministres gardèrent le silence, aucun ne m'appuya, bien qu'ils se soient tous targués

d'être démocrates. Ceux qui avaient toujours à la bouche le mot démocratie se soulevèrent et donnèrent leur démission, en se levant et en partant. Je levai la séance en disant : "Je crois que c'est un crime de provoquer la crise en ce moment." »

Francisco Largo Caballero fut renvoyé et un autre « socialiste » appelé Juan Negrín lui succéda comme chef du gouvernement. En

ce 45^e anniversaire de l'assassinat d'Andrés Nin et ce 42^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, et de tous les révolutionnaires victimes de la contre-révolution stalinienne, rappelons les paroles de Trotsky, écrites le 8 août 1937, à propos d'Andrés Nin : *« Nin était un vieil et incorruptible révolutionnaire. Il défendait les intérêts du peuple espagnol et catalan contre les agents de la bureaucratie soviétique. Cela a été son seul crime. Et ce crime, il l'a payé de sa vie. »*



Un groupe de dirigeants du POUM. Andrés Nin est le deuxième à partir de la gauche. A sa droite, Joaquín Maurín.

TCHECOSLOVAQUIE

L'hiver glacial des illusions perdues (III)

Nous publions dans ce numéro de *Tribune internationale-La Vérité* la troisième et dernière partie d'une série d'articles de Pierre Broué consacrée au livre de Zdeněk Mlynár *« Le Froid vient de Moscou »* (1).

PROCHE collaborateur de Dubček, théoricien du « communisme réformiste », Zdeněk Mlynár quitte brutalement le sérail et les discussions rituelles interminables pour plonger dans une réalité qu'il semble avoir pressentie, l'intervention russe dans la nuit du 20 au 21 août 1968.

Arrêté avec les autres dirigeants du PCT, gardé à vue un jour entier, puis relâché, il est finalement autorisé à se rendre à Moscou où Brejnev a extrait Dubček de sa prison pour « négocier » et remettre en mains propres à ce dernier informations et documents nécessaires. Signataire du « protocole de Moscou », il revient aux côtés de Dubček à Prague le 27 août, mais remet sa démission le 17 octobre.

Soulignons-le : se souvenant, dix ans après, des événements de 1968 où il fut peut-être plus témoin qu'acteur, Mlynár a su trouver une distance, manifester un sens de l'humour, une humeur critique pertinente et impertinente qui incitent à le croire sur parole et à penser qu'il ne fut pas, face aux dirigeants russes, un homme à genoux, mais un militant, désemparé certes, cherchant les moyens du refus de la servitude individuelle et collective.

Ce Mlynár-là révèle du coup, sans avoir vraisemblablement pris conscience que ce n'est pas pour rien qu'a déferlé pendant des mois sur son pays le soulèvement des masses ouvrières et de la jeunesse : il en porte la trace. Ce n'est pas un apparatchik ordinaire qui injurie délibérément en russe un colonel du NKVD qui interdit aux dirigeants du PCT de parler tchèque entre eux.

Cet homme-là est en train de sortir de l'univers de l'appareil et de ses fictions. C'est ce qu'il exprime, sans

un mot de trop, en rendant compte de la réaction de l'officier russe à qui il vient d'expliquer que les sirènes des usines hurlent pour annoncer la grève :

« Les ouvriers auraient fait marcher les sirènes ? Ne me racontez pas d'histoires. Ils n'ont pas la possibilité de les actionner. Quelqu'un de la direction en a donné l'ordre. »

La pagaille bureaucratique (2)

Il comprend d'ailleurs parfaitement et souligne le fait capital de cette fragilité manifestée par l'armée russe d'occupation soumise à un feu roulant d'injures et de questions, interpellée à chaque coin de rue.

Il estime que cette armée était en train de se désagréger sous la poussée du peuple tchécoslovaque. Et comme ce qu'il a vécu lui a donné l'aplomb d'un homme libéré de ses préjugés, il n'hésite pas à le faire remarquer au maréchal Gretchko, qui rétorque : *« C'est bien possible, mais ça ne fait rien. Si elle se désagrége, nous la remplacerons. Je peux la remplacer dix fois. »* Ajouterons-nous qu'on se sent proche de ce secrétaire du comité central qui réplique, alors, sans rire, à l'homme couvert de médailles : *« Dix fois seulement ? »*

La description de la pagaille bureaucratique qui règne aux premiers jours de l'occupation de Prague est fascinante par tout ce qu'elle suggère. Ainsi, ce « chaos des compétences militaires, policières et politiques » qui permet au chauffeur de Dubček déjà arrêté de pénétrer dans tous les endroits interdits en affirmant avec autorité aux sentinelles qu'il n'est pas placé sous leur commandement et qu'il a ses propres consignes ! Ainsi le tour

que Mlynár lui-même, grâce à un colonel de la NKVD avec qui il a un ami d'études en commun, joue à Tchervonienko, en téléphonant de son poste aux organisateurs du congrès clandestin de Vyšocany pour les informer des efforts déployés sous ses yeux pour constituer un « gouvernement ouvrier et paysan » fantôme... Et le lourd stalinien Kolder de s'exclamer devant lui : *« Fils de p... Comment ont-ils pu être au courant ? »*

Le récit des « négociations » avec Brejnev

Le récit que Mlynár donne des « négociations » qui se sont déroulées à Moscou est fantastique parce que véridique et critique, enrichi aussi par l'expérience ultérieure de la « normalisation » qui lui a montré ses dernières illusions. Il écrit :

« Alors que nous étions des otages aux mains des gangsters, comment pouvions-nous penser que le Kremlin eût le désir d'apaiser ultérieurement la situation en Tchécoslovaque plutôt que de liquider complètement les forces qui le gênaient ? »

Et plus loin : *« Nous étions en fait comme des hommes soumis à un chantage de gangsters, mais nous nous bercions de l'illusion que nous étions des hommes politiques qui négociaient sur des problèmes politiques avec d'autres hommes politiques. »*

Cette prise de conscience permet à l'ancien secrétaire du comité central de retrouver toutes les ressources d'insolence de son enfance pour décrire les indignations pompeuses et poussives de Brejnev, paternel, mais ulcéré que « Sacha » (Dubček) se soit permis de désigner sans son accord un secrétaire du comité central, expliquant pesamment que le sacrifice des soldats soviétiques a valu à l'URSS le droit pour l'éternité de conserver la Tchécoslovaquie chez elle, derrière sa frontière telle qu'elle a été définie à Yalta.

Et le même Brejnev, qui n'a aucune raison de faire semblant, puisque, dans cette salle du Kremlin, on se trouve entre initiés, de donner cette leçon de politique : *« Que croyez-vous qu'il arrivera maintenant en votre faveur ? Rien du tout. Une guerre n'éclatera pas. Les camarades Tito et Ceaucescu feront des discours, le camarade Berlinguer aussi. Et puis après ? Vous comptez sur les mouvements communistes en Europe occidentale, mais il y a déjà cinquante ans qu'ils ont perdu toute importance ! »*

Mlynár, en août 1968, n'a certes pas encore exactement compris à qui il a affaire, puisqu'il signe le protocole et contribue à persuader Dubček de le signer. Mais ne pressent-il pas déjà le caractère répugnant de la comédie qui se joue dans cette salle du Kremlin quand, sous les yeux horrifiés d'un de ses collègues, il fait glisser son fauteuil sur le parquet ciré pour éviter d'avoir à embrasser son vis-à-vis soviétique, à la russe, dans un geste symbolisant l'amitié entre les deux peuples ?

« Des hommes qui ne venaient pas de l'appareil du parti »

Rendant compte de ces « négociations » de Moscou et du souci premier des dirigeants du PCUS de faire admettre par Dubček et les siens l'annulation du XIV^e Congrès clandestin tenu à la barbe de l'occupant dans l'usine CKD de Vyšocany, Zdeněk Mlynár écrit :

« Pour ma part, je voyais continuellement devant moi le personnel des ateliers du CKD et j'étais forcé de me demander comment ils réagiraient à une motion qui déclarait simplement "nul" le travail qu'ils avaient accompli pendant les premiers jours de l'occupation. »

C'est là l'une des rares allusions concrètes à la réalité politique des journées décisives du 21 au 26 août, entre l'entrée des chars et le retour de Dubček de Moscou. Mlynár, qui est parti à Moscou en tant que délégué de la direction du PCT élu par

ce congrès, mentionne qu'il s'est tenu dans une usine de banlieue, « sous la garde de milices ouvrières », indique l'état d'esprit des quartiers ouvriers qu'il a dû traverser pour s'y rendre.

Il critique, non sans pertinence, quelques-unes des décisions de ce congrès. Mais se sent-il mandaté par les ouvriers du CKD, par ce peuple unanime qui refuse de se rendre et se prépare à résister ? Il semble bien que non et que l'apparatchik qu'il était encore n'ait guère pris au sérieux ce congrès qui avait élu un présidium où figuraient, nous confie-t-il, *« des hommes qui ne venaient pas de l'appareil du parti et ne disposaient même pas de ce côté d'un minimum d'appui et d'autorité »*.

Aussi ce témoignage de qualité d'un homme intelligent et honnête, d'une grande finesse, est-il en définitive un remarquable témoignage sur lui-même, sur les « communistes réformistes » qui furent ses camarades dans le combat pour « le socialisme à visage humain ».

Produits de l'univers bureaucratique, marqués par l'emprise du stalinisme dont la montée des masses les a dégagés mais dont ils croient s'être libérés par leur propre réflexion, ces hommes sont, comme Mlynár, dans une impasse totale, symboles d'un moment de la crise des Etats bureaucratiques et de la bureaucratie du Kremlin largement dépassé aujourd'hui par les développements de la révolution polonaise.

De ce point de vue c'est l'histoire qu'ils intéressent, plus sans doute que le militant.

Pierre Broué.

(1) Voir la première partie : « La Ronde des saisons » et la deuxième : « Le Printemps n'a pas fleuri en serre » dans *Tribune internationale - La Vérité* numéros 3 et 4.

(2) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*.